CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 11 janvier 2016

L'an deux mille seize et le onze janvier à vingt heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni, en session ordinaire, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Pierre LYAN, Maire.

Présents : Mr LYAN Pierre, Mme CORSI Adeline, Mr LE FLOCH Christophe, Mr BOUCHET Vincent, Mr NORE Michel, Mme SCACHE Marina, Mr SEGUIN Alexandre, Mme PROLHAC-BARDIN Joëlle, Mme ANDANSON Sylvie, Mr CORSI Clément, Mr BRUN Hervé.

Mr CORSI Clément a été élu secrétaire.

I – APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU 30/11/2015 :

Le compte-rendu de la séance du 30 novembre 2015 est approuvé à l'unanimité.

II – POINT SUR LES DELEGATIONS :

- Syndicat du Collège d'Aigueperse – Joëlle PROLHAC-BARDIN, déléguée - proposition de rachat du gymnase par la Commune d'Aigueperse, les communes adhérentes sont invitées à délibérer sur cette question. Si ce rachat est accepté, dissolution du Syndicat dès la fin de l'année scolaire 2015/2016.
- EPF-smaf : nouvelles adhésions et BP 2016.
- S.B.A. – Hervé BRUN, délégué - : dernier comité syndical du 12/12/2015 perturbé par les opposants aux modalités de mise en place de la redevance incitative. Prochain comité syndical le 14/01.
- SIAD – Sylvie ANDANSON, déléguée - : inauguration des nouveaux locaux le 21/01.
- CCAS : le 14/1 à 18 heures, préparation de l'après-midi gourmande.
- SIAEP - : Christophe LE FLOCH, délégué - : nouveau contrat avec la SEMERAP signé début décembre.

III – POINT D'AVANCEE DES DOSSIERS ET DES COMMISSIONS :

- Future mairie : la démolition a commencé ce jour et jeudi aura lieu la 2^{ème} réunion de chantier. Mr CHARFOULET et Mr MARLIERE, membres de la commission des bâtiments et intéressés par l'avancée des travaux, pourront participer aux réunions de chantiers. Pierre LYAN rappelle à nouveau le rôle de chacun, maître d'ouvrage et maître d'œuvre, dans le suivi des travaux.
>A voir : Michel NORE et Alexandre SEGUIN ont rendez-vous sur place à 9 heures le 12/01 pour décider de l'utilisation éventuelle des matériaux de démolition.
- Assainissement : la société Egis Eau, chargée du diagnostic assainissement, a exposé les conclusions de son étude lors du conseil municipal du 21 septembre.
Le schéma directeur d'assainissement de la commune de Thuret a été présenté le 30 septembre à l'ensemble des partenaires. Par délibération du 5

COMMUNE DE THURET
(Puy-de-Dôme)

Séance du 11/01/2016

octobre 2015, le conseil municipal a choisi la réalisation de deux STEP ainsi que plusieurs travaux indispensables de remise en conformité de réseaux d'eaux usées pour un montant total estimé à 1 193 000 € H.T. et sollicité les aides financières correspondantes. Le rapport diagnostic maintenant finalisé et l'étude de zonage d'assainissement proposée par le bureau d'études Egis Eau sont soumis au Conseil Municipal pour validation et approbation avant enquête publique en ce qui concerne le zonage.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **APPROUVE** l'étude de zonage réalisée par Egis Eau
- **AUTORISE** le Maire à engager la procédure de mise à enquête publique du zonage d'assainissement

• Pôle enfance :

○ Subvention communale – versement complémentaire :

La subvention communale à la coopérative scolaire de l'école de Thuret, votée le 29 juin 2015 pour l'année 2015/2016, de 43 € par élève, a été versée en juillet 2015, sur la base de 140 élèves, puis complétée en septembre au vu des effectifs de la rentrée scolaire (+ 15 élèves).

A la rentrée de janvier 2016, l'école compte 160 élèves, 5 nouveaux enfants ont intégré l'école au cours du premier trimestre scolaire.

Le Maire propose donc d'effectuer un troisième versement de régularisation de : $5 \times 43 \text{ €} = 215 \text{ €}$.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- **ACCORDE** à la coopérative scolaire de l'école de Thuret une subvention complémentaire de 215 € tenant compte ainsi de l'augmentation des effectifs scolaire en cours d'année.
- **DIT** que la somme correspondante est prévue au budget.

○ :Cantine : mise en place d'un fonctionnement par lequel les enfants sont responsabilisés (tris, organisation par table, participation au débarrassage...)

>A voir : réunion du personnel concerné le 19/1 avec rappel du rôle de chacun (service et animation) et proposition d'une formation in situ.

○ Chauffage 5^{ème} et 6^{ème} classes : mise en place de thermostats pendant les vacances de Noël. Installation avérée inutile sans le changement des radiateurs. Remplacement des radiateurs de la 6^{ème} classe et en attente d'une solution proposée par l'électricien pour la 5^{ème} classe.

• Aménagement hors bourg :

- :Place de la marmite : Mr GOURBEYRE propose de vendre son terrain à la commune pour une somme modique. La dépose de la cabine téléphonique est programmée pour la fin du mois.

**COMMUNE DE THURET
(Puy-de-Dôme)**

Séance du 11/01/2016

- Entretien des chemins : réunion de la commission des chemins à programmer prochainement (planification des travaux, travail avec les agriculteurs et les riverains)
>A voir : possibilité d'un groupement de commande avec d'autres communes pour ces travaux d'entretien.

IV – POINT D'ETAPE EOLIEN :

Prochaine étape : décision de principe.

> A prévoir : rencontre avec Combrailles Durables.

Pour info :

- Sur la Communauté de Communes, Eole-Res, opérateur intervenant au nord du territoire, prévoit des permanences sur les communes concernées.
- Projet en cours sur Saint-André le coq : un mât de mesure a été installé par le cabinet d'étude.

V - DECISIONS MODIFICATIVES :

Des ajustements sur le budget général sont nécessaires :

- Insuffisance de crédits au 7391171 – Budget GENERAL :

Compte 658	Compte 7391171
- 430 €	+ 430 €

- Insuffisance de crédits aux comptes 66111 et 1641 – Budget GENERAL :

Compte 658	Compte 66111
- 78 €	+ 78 €

Compte 022	Compte 021
- 2 000 €	+ 2 000 €

Compte 023	Compte 1641
+ 2 000 €	+ 2 000 €

- Insuffisance de crédits aux comptes 721 et 2313 – Budget GENERAL :

Compte 022
- 3 200 €

Compte 7381	Compte 721
- 3 200 €	+ 3 200 €

Compte 021	Compte 023
+ 3 200 €	+ 3 200 €

Compte 2313-040
+ 3 200 €

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **VOTE** les décisions modificatives présentées par Monsieur le Maire.

**COMMUNE DE THURET
(Puy-de-Dôme)**

Séance du 11/01/2016

Vincent BOUCHET demande aux conseillers concernés de lui transmettre les projets d'investissements 2016 chiffrés. Lors du prochain conseil, il présentera un premier bilan de l'exercice 2015 et une projection pour 2016.

VI - PRIX DU REPAS A LA CANTINE SCOLAIRE DE THURET :

Sur décision du Conseil d'Administration de la Maison Familiale de Thuret, le prix du repas facturé à la mairie de Thuret pour la cantine scolaire est fixé, à compter du 1^{er} septembre 2015, à 3.60 € soit 0.05 € d'augmentation par rapport à l'année scolaire précédente.

Compte-tenu du coût réel du service cantine soit 6.77 €/jour (6.72 € calculé à partir du compte administratif 2014 + 0.05 € d'augmentation de la MFR) et de la participation des communes de domicile des enfants concernés le Conseil Municipal, par délibérations du 29/6/2015 et du 2/11/2015, a fixé le prix de la cantine facturé aux familles à compter du 1^{er} septembre 2015.

Depuis, la commune d'Aigueperse a informé à son tour la commune du montant de sa participation.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

➤ **FIXE** le prix de la cantine scolaire facturé aux familles à compter du 1^{er} septembre 2015 :

DOMICILE	COUT REEL DU SERVICE CANTINE/JOUR	PARTICIPATION DE LA COMMUNE DU DOMICILE	PRIX DE LA CANTINE FACTURE AUX FAMILLES
THURET	6.77 €	3.17 €	3.60 €
SARDON	6.77 €	2.17 €	4.60 €
ST ANDRE LE COQ	6.77 €	1.00 €	5.77 €
BUSSIERES ET PRUNS	6.77 €	2.15 €	4.62 €
AIGUEPERSE	6.77 €	2.10 €	4.67 €
ST CLEMENT DE REGNAT SURAT VARENNES SUR MORGE VILLENEUVE LES CERFS	6.77 €	/	6.77 €

**COMMUNE DE THURET
(Puy-de-Dôme)**

Séance du 11/01/2016

VII - HEURES COMPLEMENTAIRES PERSONNEL COMMUNAL :

Il est nécessaire d'accorder des heures complémentaires à Madame Betty PERONNIN, Adjoint d'Animation à temps non-complet (30/35^{ème}) :

- 19,50 heures : sur la période du 8 octobre au 27 novembre 2015, en remplacement de Fabien BRUN.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **AUTORISE** le paiement des heures complémentaires pour Mme PERRONIN
- **DIT** que les crédits seront prévus aux articles 6411 et 645 du budget 2015.

VIII - REDEVANCE POUR L'OCCUPATION PROVISoire DU DOMAINE PUBLIC POUR LES CHANTIERS DE TRAVAUX SUR LES OUVRAGES DU RESEAU PUBLIC DE TRANSPORT D'ELECTRICITE ET RESEAUX DE TRANSPORTS DE GAZ

Le décret n°2015-335 du 25 mars 2015 a modifié le Code Général des Collectivités Territoriales en permettant de fixer par délibération du conseil municipal des redevances pour l'occupation provisoire du domaine public communal pour les chantiers de travaux sur des ouvrages du réseau de transport d'électricité et sur des ouvrages des réseaux de transport de gaz et des réseaux de distribution publics de gaz.

La collectivité fixe par délibération la redevance dans la limite des plafonds fixés par le décret en prenant en compte la longueur des réseaux implantés sur son territoire.

Pour calculer la redevance, elle demande au gestionnaire du réseau de lui communiquer la longueur totale des lignes installées ou des canalisations construites et remplacées sur le domaine public et mises en service au cours de l'année précédant celle au titre de laquelle la redevance est due. Le montant de la redevance due par le gestionnaire du réseau de distribution, au titre de l'occupation provisoire du domaine public par les chantiers de travaux, est limité à un dixième de la redevance due au titre de l'occupation permanente par les ouvrages des réseaux publics de distribution.

Vu l'avis favorable de la commission finances,

Entendu Monsieur le Maire et après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- **DECIDE** d'instituer la redevance pour l'occupation provisoire du domaine public communal par les chantiers de travaux sur :
 - des ouvrages du réseau public de transport d'électricité,
 - des ouvrages des réseaux du transport de gaz et des réseaux publics de distribution de gaz ainsi que sur des canalisations particulières de gaz.
- **DECIDE** d'appliquer les règles dans la limite des plafonds définis dans les articles CGCT R 2333-114-1 et suivants pour la distribution et transport de gaz et r 2333-105-1 et suivants pour la distribution pour la distribution et transport d'électricité,

**COMMUNE DE THURET
(Puy-de-Dôme)**

Séance du 11/01/2016

- **CONFIRME** le caractère exécutoire de la présente délibération après sa transmission à Monsieur le Préfet du Puy de Dôme et sa notification aux gestionnaires des ouvrages de transport et de distribution de gaz et des ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution électrique.

IX - ADHESIONS EPF - SMAF

Monsieur le Maire expose :

Les communes de :

- VERNEUGHEOL (Puy de Dôme), par délibération du 2 septembre 2015,
- CHAMALIERES-SUR-LOIRE (Haut Loire), par délibération du 3 septembre 2015,
- BONNEVAL (Haute Loire), par délibération du 19 décembre 2014,
- LE BREUIL (Allier), par délibération du 1^{er} décembre 2015,
- JALIGNY SUR BESBRE (Allier), par délibération du 1^{er} décembre 2015,
- SAINT FLOUR (Cantal), par délibération des 17 juillet 2014 et 14 décembre 2015,

La communauté de communes du :

- LIVRADOIS PORTE D'Auvergne (Puy de Dôme), composée des communes de Grandrif, Marsac en Livradois, saint Just et Saint Martin des Olmes, membres de l'Etablissement, par délibération en date du 26 novembre 2015,

Ont demandé leur adhésion à l'EPF-SMAF Auvergne.

Le conseil d'administration, dans ses délibérations en date des 22 septembre, 20 novembre et 7 décembre 2015, a pris en compte ces demandes et l'Assemblée général de l'EPF réunie le 7 décembre 2015 a donné un avis favorable.

Conformément aux dispositions de l'article VI des statuts, les organes délibérants des collectivités territoriales, membres de l'EPF-SMAF Auvergne doivent ratifier ces demandes d'adhésion.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **DONNE** son accord aux adhésions précitées.

X - INDEMNITE DE CONSEIL ALLOUEE AU RECEVEUR MUNICIPAL

Le receveur et ses services sont chargés d'assurer le suivi comptable de la collectivité. Ainsi, ils contrôlent les pièces comptables (mandats, titres et budgets), les justificatifs (factures, marchés, délibérations conformes, ...) et exécutent le paiement et l'enregistrement de la recette sur le compte de la trésorerie au nom de la collectivité. Ces missions résultent de leurs fonctions et ont un caractère obligatoire.

L'indemnité de conseil sert à rémunérer des prestations non obligatoires fournies aux collectivités et autorisées par arrêté interministériel du 16 septembre 1983. Il s'agit de prestations de conseils et d'assistance en matière économique, financière et comptable dans les domaines relatifs à :

COMMUNE DE THURET
(Puy-de-Dôme)

Séance du 11/01/2016

- l'établissement des documents budgétaires et comptables,
- la gestion financière, l'analyse budgétaire, financière et de trésorerie,
- la gestion économique, en particulier pour les actions en faveur du développement économique et de l'aide aux entreprises,
- la mise en œuvre financière des réglementations économique, budgétaire et financière.

L'indemnité est calculée chaque année sur la moyenne des dépenses réelles de fonctionnement et d'investissement afférentes aux trois dernières années.

Ces prestations ont un caractère facultatif et sont assurées sur demande de la collectivité. Le taux de cette indemnité est fonction des prestations demandées.

L'indemnité pour l'année 2015 (sur 120 jours) s'élève à 124.93 € net (137.06 € brut).

Il est proposé :

- d'approuver le recours au comptable public pour les missions de conseils et d'assistance en matière économique, financière et comptable,
- de fixer l'indemnité du comptable public représenté par Christine SCHLECK, en poste au Centre des finances publiques d'Aigueperse, à 100% de l'indemnité de conseil par référence au barème en vigueur, au regard des prestations demandées.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

➤ **DECIDE** de ne pas verser d'indemnité de conseil à Mme SCHLECK pour l'année 2015.

XI – QUESTIONS DIVERSES :

- ❖ CCNL : le bureau des maires se réunira le 25 janvier pour décider de l'incidence financière du transfert des charges des accueils de loisirs sur l'attribution de compensation des communes concernées (notamment Aigueperse, Aubiat et Thuret). Cette proposition devra être validée en conseil communautaire le 28/01.
- ❖ Population : selon l'INSEE, au 1/1/2016, la population totale pour Thuret est de 925 habitants.
- ❖ Calamité agricole au titre de la sécheresse 2015 : pour ce qui concerne Thuret, ont été retenus : zone sinistrée, canton d'Aigueperse - biens sinistrés, pertes de récolte sur prairies.
- ❖ Demande de subvention des PEP 63 : une somme globale sera proposée au budget pour répondre à ce type de demande en fonction de règles d'attribution qui seront à définir.
- ❖ Rappel : vœux de la municipalité - apéritif agents-élus le 15 janvier à 18h30.
- ❖ Démission de Franck DAVID : le conseil respecte sa décision tout en regrettant son absence des réunions de conseil depuis plus d'un an.
- ❖ Les adjoints demandent une information sur les assurances couvrant la responsabilité personnelle des élus.

COMMUNE DE THURET
(Puy-de-Dôme)

Séance du 11/01/2016